

Recueilli par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Avec une cinquantaine de médias, *Libération* a décidé de s'associer, ce lundi, à l'opération «la France des solutions» lancée par l'ONG Reporters d'Espoirs. Dans le cadre de cette initiative, nous avons interrogé Arnaud Greth, président fondateur de l'association Noé, qui travaille depuis plusieurs années à la protection de la nature. En matière de reconstitution de la biodiversité, les solutions sont connues mais souvent difficiles à mettre en œuvre. Certaines ont pourtant permis de faire réapparaître des espèces qui étaient menacées de disparition.

Si de très nombreuses espèces sont menacées de disparaître, d'autres se reconstruisent-elles ?
L'érosion de la biodiversité est une réalité scientifique incontestable, il ne faut pas faire d'angélisme. Mais il y a aussi de bonnes nouvelles qui passent souvent inaperçues. Des populations d'espèces très menacées se sont reconstituées en France et c'est un vrai message d'espoir. Cela montre que la nature est résiliente : si on sait la protéger, elle

peut se reconstruire. Par exemple, le seulletien des Alpes : il en restait quasiment quelques dizaines en France au début du XX^e siècle, aujourd'hui on en compte 9000. Idem pour d'autres oragades. Le chamois des Alpes était rare, il y en a désormais 60 000. Quant aux populations de cerfs et de chevreuils, elles ont beaucoup augmenté, grâce au retour de la forêt.

Qu'est-ce qui explique ces réapparitions ?

Un vrai travail en amont. D'abord, la mise en place d'une politique de protection de la nature, et de statuts de protection en 1976 pour les espèces menacées, ce qui a permis de sauver nombre d'entre elles, et entraîné l'arrêt des destructions. La création des grands parcs nationaux y a contribué, sans oublier le travail quotidien des associations de protection de la nature. Exemple emblématique, le bouquetin des Pyrénées. La dernière femelle a disparu en janvier 2000, on a réintroduit récemment une sous-espèce apparentée. Aujourd'hui on en compte 200 dans le parc national des Pyrénées !



INTERVIEW

Autre bonne nouvelle : dans les années 60, il n'y avait quasiment plus de grands rapaces à cause de la persécution dont ces espèces considérées comme nuisibles faisaient l'objet. Les vautours fauves ont été réintroduits dans les Alpes et les Cévennes à partir des années 70. On en dénombre plus de 1 000 couples nicheurs aujourd'hui, et leur nombre augmente. Or, les vautours sont des équilibreurs naturels, ils permettent de limiter les épidémies et les pollutions liées aux charognes : une qualité énorme dans le contexte sanitaire actuel...

C'est pareil pour les rivières. On a amélioré la qualité de l'eau de nombre d'entre elles, limité le braconnage de la loutre et du castor, réintroduit des individus, et ces espèces aquatiques reviennent dans de nombreux bassins versants, comme la Loire et le Rhône. On compte aujourd'hui plus de 10 000 castors, alors que l'espèce avait quasi disparu en France au début du XX^e siècle. Grâce à la persévérance de nombreux acteurs, les poissons migrateurs sont également de retour :

le saumon, l'alose, l'esturgeon... Ce qui prouve que quand on protège la biodiversité, elle nous le rend ! Voilà quarante ans que des associations de protection de la nature, l'Etat et l'Union européenne investissent des sommes importantes pour préserver certaines espèces emblématiques et cela porte ses fruits, ce qui est porteur d'espoir. En revanche, pour la biodiversité ordinaire, celle qui nous entoure, subsistent de nombreux problèmes, liés en majorité à notre modèle agricole et à l'étalement urbain.

L'association Noé s'intéresse beaucoup à la survie des papillons qui disparaissent dans la nature, vous avez réussi à ralentir ce processus ?

La biodiversité ordinaire, et les papillons en particulier, c'est la face sombre de ce que je viens de vous raconter. Pour toutes les espèces liées à des milieux ouverts et agricoles (prairies, cultures, soit 50 % du territoire français), c'est la catastrophe. Cela tient à l'usage massif des pesticides et des engrais, au remembrement et à l'intensification agricole, à la disparition des prairies, des haies, des mares, des milieux ordinaires. On a perdu, en trente ans, 80 % des populations des insectes volants. Idem pour les oiseaux des campagnes, on a dû en perdre un tiers en quinze ans : perdrix, alouettes, fauvettes...

Comment faire pour enrayer ce phénomène ?

Cela passe par un changement du modèle agricole dominant. L'artificialisation des sols, l'urbanisation, la disparition des milieux naturels ordinaires sont aussi en cause. **On a beaucoup parlé du retour des grands carnivores, est-ce que cela a été positif ?**

Bien sûr ! En 1995, il ne restait plus que cinq ours dans le massif des Pyrénées, et on en compte aujourd'hui une cinquantaine grâce à des réintroductions. Le loup est revenu naturellement d'Italie, on en dénombre aujourd'hui environ 700, et il colonise de nouveaux territoires. Ces espèces jouent un rôle écologique majeur.

Comment faire en sorte qu'ils puissent coexister avec les éleveurs ? Ces derniers temps, c'est plutôt la guerre...

La coexistence est difficile, mais possible. Les grands prédateurs sont injustement dévotés les bœufs émissaires des problèmes structurels et des dérives de l'élevage ovin. Il faut accompagner les bergers dans la mise en place de mesures de protection des troupeaux qui ont fait leurs preuves, et réinventer une nouvelle politique agricole commune (PAC), en harmonie avec l'environnement.

La population européenne, et notamment française, semble plus concernée par le sort de la nature qu'il y a quelques années. Vous le constatez sur le terrain ?

Notre rapport à la nature est en train d'évoluer, c'est vrai. Mais entre le moment où l'on induit des changements (augmentation de l'écologie, par exemple) et celui où on en voit les résultats, il faut des an-



Une forêt de hêtres dans les Vosges.

PHOTO NICO VAN KAPPEL, PLANPICTURE, MINDEN PICTURES, BUIJEN-BEELD.

«Neuf Français sur dix ne sont probablement pas capables de reconnaître un hêtre, qui est l'une des espèces d'arbres les plus communes !»

nées, voire des décennies ! Et les problèmes sont complexes et multiformes. Nous devons définir un nouveau partenariat social avec le vivant. On parle beaucoup de la crise climatique, et on oublie la biodiversité. Or on ne sauvera pas le climat sans sauver la biodiversité, car les deux sont intimement liés. La biodiversité est la meilleure alliée du climat. Un exemple simple : les forêts et les océans permettent d'absorber le carbone, à condition que ces écosystèmes fonctionnent bien...

Comment sauver la biodiversité ?

Question complexe ! D'abord, en laissant de la place à la nature. La nature, ce n'est pas ce qui reste quand on a tout aménagé. Il faut concevoir les milieux naturels comme des infrastructures naturelles indispensables qui nous apportent des services écologiques, en plus de leur valeur intrinsèque. Avec le plan de relance, l'Etat va injecter 100 milliards d'euros dans l'économie, dont une partie dans la transition écologique. Très bien, mais il faut absolument que ce plan comprenne des grands chantiers de restauration de la biodiversité ordinaire. C'est un investissement pour les générations futures, d'intérêt général, générant un retour sur investissement et avec des emplois qui ne sont pas délocalisables. Par ailleurs, notre empreinte écologique est trop forte. Il faut consommer moins, beaucoup moins... et mieux, consommer localement, des produits durables et écologiques, limiter le «plus avoir» et favoriser le «moins être». Le nouveau «monde d'après», c'est aussi cela ! Cela passe également par de nouveaux outils législatifs, fiscaux... et incitatifs. Pourquoi pas une carte bleue carbone ? Chacun d'entre nous disposerait d'un crédit carbone pour des biens de consommation au choix, mais que l'on ne pourrait pas dépasser à la fin du mois. On voit aujourd'hui deux tendances sociales qui s'opposent et se radicalisent : d'un côté, des gens progressistes et désireux de faire des efforts (selon les études, 35 % de la population), de l'autre des visions court-termistes et des lobbys qui défendent l'ancien monde. Nos politiques sont le reflet de ça.

Le retour des néonicotinoïdes pour préserver la filière de la betterave en est la preuve...

Les pesticides ont aussi un impact sur la santé et l'environnement, on en a tous conscience. Malgré ce cons-

tant sans appel, on a du mal à en sortir à cause de réalités économiques et sociales comme celle que vous évoquez. Et on ne pourra y arriver qu'avec des décisions courageuses. Individuellement, il y aura des perdants mais collectivement, la société en sortira gagnante. Et nous n'avons plus le temps ! La crise climatique et écologique est si grave qu'il faut un changement de cap majeur, qui va de toute façon chambouler notre vie. Cela ne se fera pas sans remise en question forte, c'est certain. Des mesures ne suffiront pas, il va falloir amener un véritable changement de nos modes de production et de consommation, tout comme de notre modèle de société.

Le confinement a montré que, quand nous mettons sur pause, la nature reprend ses droits...

Où, elle ne demande qu'une chose, c'est réapparaître, si on lui laisse de l'espace. C'est un vrai message d'espoir, surtout aujourd'hui où les gens sont de plus en plus déconnectés de la nature, de plus en plus urbains. Neuf Français sur dix ne sont probablement pas capables de reconnaître un hêtre, qui est une des espèces d'arbres les plus communes !

Ailleurs dans le monde, y a-t-il aussi des bonnes nouvelles ?

S'il y a une tendance à la reconstitution de la nature - à nuancer dans les pays développés, c'est également catastrophes dans les pays du Sud. Leurs priorités portent sur l'économie, la santé, l'éducation, et on peut le comprendre. Mais ils sont en train de perdre la majeure partie de leur biodiversité. C'est pourquoi il faut absolument sauver les parcs nationaux, derniers bastions de la grande faune. Il y a 7 000 aires protégées en Afrique, dont 2 600 en Afrique de l'Ouest et centrale. Une majorité de ces parcs n'existent pourtant que sur le papier, et sont livrés au braconnage, à l'industrie minière et à l'agro-industrie, ou bien envahis par l'agriculture et l'élevage. Si l'on veut sauver cette biodiversité extraordinaire, il y a une solidarité internationale à mettre en place avec ces pays, pour leur apporter un soutien financier et sauver ce patrimoine commun de l'humanité. Avec une volonté politique forte, l'aide d'ONG internationales et des outils de financement sur le long terme, c'est encore possible.

Vous ne craignez pas que la crise économique mondiale due à la pandémie pousse les dirigeants à sabrer dans la protection de la nature ?

Cela ramène en effet à des problématiques court-termistes et en même temps, c'est une opportunité majeure pour réinventer le monde d'après ! Ce serait impardonnable de rater cette occasion de construire une société plus écologique et solidaire. Nous avons tous noté que l'origine de la pandémie est liée à la destruction des forêts tropicales qui sont des réservoirs de virus, et au trafic de la faune sauvage. La résilience, au niveau sanitaire, passe aussi sur la bonne santé de l'environnement et de la planète. ➔

«Quand on protège la biodiversité, elle nous le rend»

Reporters
d'Espoirs

À l'occasion de l'opération «la France des solutions», lancée par Reporters d'Espoirs, rencontre avec Arnaud Greth, fondateur de Noé, une association de protection de la nature. Pour lui, la disparition des espèces n'est pas une fatalité, comme celles-ci l'ont prouvé durant le confinement.